



CET ÉCRAN A ÉTÉ PARTAGÉ À PARTIR DE LA PRESSE+

Édition du 15 novembre 2018,
section ACTUALITÉS, écran 8



EXPORTATIONS D'ÉLECTRICITÉ **LEGAULT, COMMIS VOYAGEUR**

DENIS LESSARD
LA PRESSE

QUÉBEC — Quand on veut lancer une « Baie-James du XXI^e siècle » au moment où Hydro-Québec prévoit des surplus pour les 20 prochaines années, il n'y a qu'une solution : vendre de l'énergie à nos voisins. Vite et beaucoup.

C'est ce qui anime François Legault, qui rencontre aujourd'hui le gouverneur du Massachusetts, Charlie Baker, à Boston. Mais c'est surtout sa rencontre avec le premier ministre de l'Ontario Doug Ford, lundi à Toronto, qui sera déterminante pour le bilan de notre commis voyageur. À première vue, on pense que ces partenaires ont tout intérêt à se tourner vers Hydro-Québec. Mais dans les deux cas, quand on gratte un peu, les obstacles apparaissent.

Toute politique est d'abord locale, dit l'adage. C'est aussi vrai quand on parle de commerce hors frontières. L'Ontario pensera aux emplois, nombreux et lucratifs, mis à risque si elle se tourne vers l'hydroélectricité. En Nouvelle-Angleterre, on martèle que les centrales au gaz existantes produisent pour moins cher.

Pas d'annonce à prévoir à Boston à l'issue de cette rencontre de moins d'une heure. Il s'agit essentiellement d'une prise de contact. Cet État s'est déjà engagé en faveur de l'importation de 1000 mégawatts, sur 20 ans, d'hydroélectricité d'Hydro-Québec ; le problème résidait dans l'opposition du New Hampshire à une ligne de transport.

Québec penche maintenant pour une ligne de transport passant par le Maine. Des audiences publiques s'y tiendront jusqu'en mars 2019 ; la décision sera alors prise.

Le Maine vient d'élire une nouvelle gouverneure, démocrate. M. Legault prévoyait déjà une rencontre avec elle.

Mais le projet de vente du Québec vers la Nouvelle-Angleterre se heurte aussi au lobby des sociétés gazières dans toute la région. Leurs installations sont aussi vieillissantes, mais pour l'heure, cette industrie martèle sans relâche un chiffre : 3 millions de dollars ! Chaque jour qui passe, les consommateurs de Nouvelle-Angleterre paient 3 millions de moins pour leur électricité que s'ils étaient branchés sur Hydro-Québec.

AUTRES MARCHÉS CIBLÉS

Hier, M. Legault évoquait ces scénarios de rechange au New Hampshire : à l'option d'un corridor dans le Maine, il ajoutait celle du Vermont. Il avait rencontré mardi, à Montréal, le gouverneur du Vermont, Phil Scott. Dans les milieux de l'énergie, on estime qu'une entente avec le Maine pour une ligne de transport est bien plus probable qu'avec le Vermont, un État qui compte davantage sur le tourisme, plus sensible aux questions environnementales.

Il y a quelques jours, François Legault révélait qu'il avait demandé à Hydro-Québec de réfléchir à un projet où le Québec et l'Ontario s'allieraient dans une nouvelle société d'État responsable de la construction de nouveaux barrages au Québec pour combler « une bonne partie » des besoins énergétiques de l'Ontario. Cette approche de partenariat visait aussi à se démarquer du projet d'Hydro-Québec qui voulait carrément acheter Énergie Nouveau-Brunswick, il y a quelques années. Même si elle était très avancée, cette démarche s'était abruptement terminée, réprouvée par la population du Nouveau-Brunswick.

L'Ontario a un énorme problème : ses 18 réacteurs nucléaires, aux centrales de Pickering, Darlington et Bruce, sont vieillissants.

Construits dans les années 60, ils sont proches de la fin de leur vie utile, et les réfections devraient débuter dans deux ans. Ces travaux coûteraient 20 milliards et doivent s'étendre sur 10 ans à compter de 2023. Hydro-Québec peut fournir l'énergie à environ 6 cents le kilowattheure, alors que celle des centrales nucléaires « reconditionnées » coûterait entre 8 et 10 cents, « si tout va bien », à la condition expresse que les coûts de construction n'explorent pas.

Mais à Québec, on reste bien réaliste sur les chances de cette entente de voir le jour, même si dans une conversation avec Justin Trudeau, François Legault a compris que le gouvernement fédéral verrait d'un bon œil ce projet.

PRUDENCE CÔTÉ ONTARIEN

L'obstacle est avant tout politique. Le nouveau premier ministre Ford recueille ses appuis surtout en région, en dehors du bassin torontois. C'est là que se trouvent les centrales, et chacune d'elles donne du travail à 500 ou 600 employés bien rémunérés. On comprend l'enjeu à Hydro-Québec – le démantèlement de Gentilly en 2012 avait été coûteux et compliqué. Aussi on sent beaucoup de prudence du côté ontarien pour un engagement à long terme avec Hydro-Québec.

À tout prendre, Hydro pourrait être fournisseur pour la période des réfections, qui pourrait durer de cinq à dix ans. L'Ontario aura à décider si elle se tourne vers le gaz ou l'hydroélectricité. Certaines centrales produisent 2000 mégawatts ; par comparaison, tout le projet de La Romaine – les quatre centrales – en fournit 1500. En tout, les centrales nucléaires ontariennes produisent 13 000 mégawatts.

Actuellement, Hydro-Québec exporte une trentaine de térawattheures par année, une dizaine de plus pourraient être produits et être commercialisés comme nouvelles ventes. Son objectif pour l'instant en Ontario est de 2000 mégawatts, pour combler les besoins plus évidents quand la climatisation pompe l'énergie, en été.

Durant la récente campagne électorale, François Legault martelait que son gouvernement serait le premier, depuis les libéraux de Robert Bourassa, à faire autant d'efforts pour favoriser les exportations d'hydroélectricité. Il faudra en faire beaucoup pour lancer une « Baie-James du XXI^e siècle » !